

L'archéologie urbaine Conserver l'âme de la ville

Pierre Beaudet

Numéro 22, hiver 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/18857ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)

1923-2543 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Beaudet, P. (1984). L'archéologie urbaine : conserver l'âme de la ville. *Continuité*, (22), 33–34.

Archéologie

L'archéologie urbaine **CONSERVER L'ÂME DE LA VILLE**

Qu'est-ce que la gare des chemins de fer de Rome, les rives de la Tamise à Londres, le parc de l'Exposition à Toronto, la place Royale à Montréal, le parc de La Vérendrye à Trois-Rivières et la terrasse Dufferin à Québec ont en commun? Tous —ainsi que des milliers d'autres sites de par le monde— ont fait l'objet de fouilles archéologiques en milieu urbain. L'archéologie urbaine, bien qu'elle soit de plus en plus pratiquée, ne possède pas de définition unique, claire et précise. Cependant, les chercheurs s'entendent généralement pour dire qu'il s'agit, au plan théorique tout au moins, de l'étude, au moyen des méthodes propres à l'archéologie, du phénomène urbain. Ce qui caractérise l'archéologie urbaine n'est pas tellement l'emploi de techniques d'investigation particulières mais la nature même du sous-sol où peuvent s'enchevêtrer les témoins matériels de l'occupation intensive et souvent disparates d'un même emplacement.

SES OBJECTIFS

L'un des deux principaux objectifs de l'archéologie urbaine est de mieux connaître le passé d'une ville, c'est-à-dire sa raison d'être, son fonctionnement, son développement dans le temps et dans l'espace, l'identité de ses citoyens et de ses visiteurs ainsi que la nature des activités qui s'y sont déroulées. L'autre objectif non moins important est d'assurer la survie des témoins matériels de l'histoire de la ville et leur intégration dans le tissu urbain d'aujourd'hui et de demain. La réalisation de cette double tâche n'est pas chose facile en raison de plusieurs facteurs dont, en particulier, la dispersion des actions et la nature du développement urbain. En effet, l'écart est parfois large et le lien difficile à établir entre le modèle théorique qui veut atteindre ces objectifs et la réalité conjonctuelle de la fouille en ville.

Les actions accomplies jusqu'à ce jour ont été motivées exceptionnellement par des besoins de recherche fondamen-



Les fouilles à l'îlot domestique sous la terrasse Dufferin permettront de mieux connaître le passé de Québec.

tales; le plus souvent, elles ont été le résultat de projets de mise en valeur du patrimoine bâti ou bien de la perturbation de gisements archéologiques significatifs à cause de la mise en exploitation d'un emplacement donné. Au Québec, Parcs Canada et le ministère des Affaires culturelles (MAC) ont été les principaux maîtres d'oeuvre de la recherche archéologique urbaine reliée à la mise en valeur. Des sites très complexes, comme le parc de l'Artillerie et la place Royale à Québec, ont fait l'objet de fouilles importantes. De plus, certaines administrations municipales, par le biais d'ententes avec le MAC, ont commencé à prendre en main la gestion de leurs propres ressources archéologiques sus-

ceptibles ou non d'être mises en valeur. C'est le cas notamment des villes de Montréal, Trois-Rivières et Québec.

Les activités de développement urbain qui ont suscité des travaux archéologiques comprennent, entre autres, l'enfouissement de conduits d'eau ou de gaz ainsi que de fils électriques, la réfection de rues et de ponts, le recyclage d'anciens bâtiments et l'excavation en vue de la construction de nouveaux immeubles. Ces travaux publics ou privés, réalisés hors des rares zones qui bénéficient de mesures de protection, n'ont, chez nous comme ailleurs, que très rarement été précédés d'actions destinées à éviter ou à mitiger leurs effets négatifs sur le patrimoine archéologique ur-

bain. Par contre, il suffit de lire la documentation spécialisée pour voir que, de plus en plus, les administrations publiques s'efforcent de tenir compte des impératifs archéologiques dans l'aménagement de leur territoire. C'est ainsi que certaines villes se dotent progressivement de répertoires des sites archéologiques connus, effectuent des études de potentiel et parfois même élaborent des projets de recherche et des plans d'action bien structurés. Il importe toutefois de s'interroger sur la valeur des travaux qui, cherchant à renouer avec le passé bâti, font disparaître le passé enfoui.

D'autres organismes ou sociétés démontrent aussi une volonté d'assumer leurs responsabilités devant le patrimoine archéologique. C'est le cas notamment d'Hydro-Québec qui, lors de la récente modernisation du réseau de distribution électrique dans le Vieux-Québec, a assuré une étroite surveillance de tous les travaux d'enfouissement susceptibles de perturber des gisements archéologiques. C'est ainsi qu'ont été effectuées de nombreuses découvertes; bien que fragmentaires, elles enrichiront notre connaissance de la ville.

LES CONTRAINTES DES FOUILLES

Les conditions dans lesquelles se réalisent les travaux archéologiques en milieu urbain varient considérablement d'un chantier à l'autre. Parfois, dans le cas de fouilles programmées, bien synchronisées et pourvues des ressources appropriées, les difficultés rencontrées sont vites surmontées. Malheureusement, lors de travaux urgents, le site ressemble souvent davantage au chantier de construction qu'à l'image enchanteresse de sondages à la belle géométrie, bordés de gazons bien tondu. De fait, l'archéologue oeuvrant en ville mène trop fréquemment une lutte contre la montre dans une fouille qui précède généralement de peu la mise en exploitation d'un terrain. Très souvent même, la fouille s'insère

comme une parenthèse dans le déroulement des travaux. L'archéologue doit faire preuve d'une diligence extrême s'il veut éviter le courroux de l'entrepreneur.

L'accès au gisement, par ailleurs, peut constituer une autre difficulté. En effet, il est rare que la superficie totale d'un lieu archéologique soit accessible en raison des limites du chantier, de l'épaisseur des remblais ou

encore de sa destruction partielle par des constructions plus récentes. Sans oublier, enfin, les problèmes de circulation intense, les risques élevés de vandalisme et les autres embûches inhérentes à une tâche dont devrait bénéficier, en fin de compte, le citoyen...

Il est essentiel que des rapports étroits s'instaurent entre l'archéologie, les citadins et le public en général, grâce à une

information soutenue et à des programmes d'animation susceptibles de favoriser la participation de tous. C'est ainsi que l'on réussira peut-être à conserver l'âme de la ville. ■

Pierre Beaudet

Lectures suggérées

—North American Archaeologist, Vol. 3, No.2, (1982), Baywood Publishing, Farmingdale, N.Y.

—Les dossiers d'Histoire et Archéologie, No. 72, (avril 1983), Paris.

—Approaches to Preserving a City's Past écrit et publié par l'Alexandria Urban Archaeology Program, Alexandria (Virginie).

—Biddle, Martin et Daphne Hudson, The future of London's Past, Rescue: a trust for British archaeology, The Tything, Worcester (Grande Bretagne), 1973.

En archéologie, l'étude de la quincaillerie architecturale relève, au même titre que les autres artefacts, de la recherche en culture matérielle, puisque les objets de cette catégorie ne sont généralement plus rattachés aux bâtiments dont ils proviennent. Leur analyse constitue donc un champ particulier. Cependant, nous tentons de plus en plus de considérer la quincaillerie dans son cadre original; l'occasion privilégiée se présente lorsqu'il s'agit d'expertiser un site précis, comme ce fut le cas pour les maisons Cartier et Saint-Laurent, le fort Chambly et la redoute Dauphine. Le but visé était de déterminer ce qui pouvait être utilisé lors de la restauration.

RÉSULTATS DE FOUILLES

Les deux édifices militaires devaient, en premier lieu, être abordés par le biais des objets archéologiques que des excavations avaient mis au jour, d'autant plus que les deux ouvrages avaient été dépouillés de leur quincaillerie datant du début du XVIII^e siècle. Ces objets doivent d'abord être identifiés formellement; par la suite, on procède par comparaisons avec des modèles déjà connus. Cette étape permet d'obtenir certains renseignements sur l'objet, c'est-à-dire d'en connaître la chronologie, la fonction, l'origine, la méthode de fabrication, etc. D'autre part, l'examen des caractéristiques particulières de l'objet (ses variantes par rapport à une forme reconnue, sa facture, ses déformations ou réparations), joint à l'analyse de son environnement archéologique (situation en

plan, stratification, assemblage d'artefacts dans lequel se situe l'objet), en augmentent notre connaissance. Ces étapes, souvent simultanées, sont suivies d'un retour aux sources documentaires et iconographiques qui nous permet de déduire l'aspect des pièces manquantes à la collection. On confronte, de plus, les objets trouvés avec la datation, la fonction et la signification du bâtiment. Les sources utilisées sont fort diverses et vont de l'Encyclopédie de Diderot à des traités de serrurerie d'époque, des relevés de différents types aux descriptions d'artefacts retrouvés sur d'autres sites. Bref, comme la documentation est rare et éparse, on utilise tous les documents disponibles après en avoir, bien entendu, effectué la critique.

Culture matérielle

LA QUINCAILLERIE ARCHITECTURALE



Loquet complet trouvé en place à la maison Saint-Laurent. Il s'agit d'un objet usiné, en fonte, à motifs décoratifs.

OBJETS TROUVÉS *IN SITU*

Les deux résidences privées présentaient des caractéristiques quelque peu différentes. En effet, elles datent du milieu du XIX^e siècle et, bien qu'elles aient subi des réparations parfois majeures, possèdent des pièces de quincaillerie qu'a priori on considérerait d'origine. Par ailleurs, elles n'avaient jamais fait l'objet de travaux archéologiques. On décida donc de partir des objets trouvés *in situ* afin de déterminer s'ils remontaient à la construction du bâtiment. Comme on ne pouvait les dater en se référant à l'environnement archéologique, il fallait confronter les pièces de quincaillerie les unes aux autres et aux sources usuelles auxquelles s'ajoutaient des catalogues de vente et des

indications apportées par la dépose architecturale. Dans le cas de la maison Cartier, nous avons aussi utilisé le devis de construction d'une maison voisine qui pouvait servir de point de comparaison.

DES DONNÉES DE SOURCES VARIÉES

L'objectif ultime de telles recherches est donc d'intégrer des données de divers ordres et de provenances variées afin d'obtenir une image qui soit la plus complète possible par rapport à la vérité historique. Ces expertises, moins intéressantes pour le grand public, sont peu diffusées. Elles servent plutôt d'instruments de travail à des personnes particulièrement intéressées, ingénieurs et architectes, chargées de faire reproduire ou d'acheter la quincaillerie utilisée lors de travaux de restauration exécutés sur des édifices qui appartiennent à la collectivité.

Nous tentons par cette chronique d'en faire profiter le plus grand nombre et d'identifier le rôle des différentes disciplines à la compréhension de notre patrimoine. ■

François Miville-Deschênes

LECTURES SUGGÉRÉES:

Miville-Deschênes, François et Gisèle Piédaluc. Étude binaire. L'origine des céramiques et la quincaillerie d'architecture au fort Chambly. Travail inédit no 433, Parcs Canada, 1980.

Miville-Deschênes, François. Glossaire des termes de quincaillerie d'architecture. Bulletin de recherche no 102, Parcs Canada, 1979.

Varin, François et al. Serrurerie traditionnelle. Architecture et génie (région du Québec), Parcs Canada, 1979.